

# L'année en revue 1999-2000

## Un message du président de Partenariat Afrique Canada



### Les diamants et la sécurité humaine

Il y a un an, dans l'Année en revue 1998-1999, j'annonçais la publication future par Partenariat Afrique Canada d'une étude sur le commerce des diamants de la Sierra Leone et son impact sur la guerre rebelle dans ce pays. J'ai écrit ces mots: *"Il s'agit d'une étude capitale, dont les constatations et les recommandations auront des répercussions bien au-delà des frontières de la Sierra Leone, et qui intéresseront d'autres parties de l'Afrique et du monde."* L'histoire montre que je ne me suis pas trompé.

L'étude de PAC, *Le Cœur du problème: la Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*, cherchait surtout à influencer sur la guerre en Sierra Leone, où les forces rebelles exportaient en contrebande au Liberia d'importantes quantités de diamants en échange d'armes. C'est pourquoi les recommandations de l'étude ont visé, entre autres, deux problèmes majeurs — l'influence néfaste, voire criminelle, du Liberia et le rôle des pays importateurs de diamants, tels que la Belgique, où les contrôles peu rigoureux ne faisaient qu'encourager la contrebande.

Peu après la publication de l'étude, un rapport de l'ONU a révélé une situation similaire en Angola, où les forces de l'UNITA, faisant fi des sanctions imposées par l'ONU, continuaient à exporter diamants en contrebande et à acheter des armes, tout cela avec la complicité de certains pays africains et européens. Le rapport de l'ONU, fruit du travail d'un comité présidé par l'Ambassadeur Fowler du Canada, n'a pas hésité à dénoncer et à dénommer les individus et les pays responsables. Nous en félicitons les auteurs de ce rapport onusien qui, contraire aux traditions diplomatiques, ont adopté une approche publique et franche.

Ces deux études ont eu un impact remarquable. En l'espace de quelques mois, l'industrie du diamant, appuyée par certains pays producteurs et importateurs, a décidé de modifier de façon radicale le commerce international des diamants afin d'essayer d'éliminer ces diamants 'de guerre', que mettent sur le marché international les forces rebelles de plusieurs pays d'Afrique. Du jamais vu en si peu de temps. Mais, l'enjeu était de taille — un marché mondial de plus de 50 \$ milliards qui serait très vulnérable à des campagnes populaires.

La pierre angulaire de cette réforme sera la création d'un système international de certificats qui accompagneront les diamants à partir du pays exportateur jusque dans le commerce de détail. En même temps, l'industrie du diamant aidera les pays producteurs de l'Afrique à établir des mécanismes pour mieux contrôler l'origine des diamants. Le but de toutes ces mesures sera de réduire les occasions de contrebande et ainsi protéger un commerce légitime, qui dans le cas du Botswana, par exemple, constitue la majeure partie de ses exportations.

### Les dessous économiques des conflits africains

On pourrait espérer que ces mesures aient un impact direct sur les finances des forces rebelles et sur leur capacité de s'armer. Malheureusement, les choses ne sont pas si simples. L'étude de PAC avait soulevé le cas du Liberia, pays en déconfiture où on vient de fermer l'hôpital de la capitale par manque de fonds, mais où il y a un commerce de contrebande florissant de diamants et d'armes. Les forces rebelles de la Sierra Leone font de bonnes affaires avec le Liberia, et leurs diamants volés à la Sierra Leone deviennent 'légitimes' en arborant une étiquette du Liberia. Les autorités de ce pays, avec toute impunité, appuient ainsi la déstabilisation de toute une région, provoquant le déplacement de centaines de milliers de personnes, surtout femmes et enfants. Est-ce que les certificats des diamants du Liberia seront acceptés comme tels par les autorités diamantifères mondiales? L'étude de PAC avait appelé plutôt à l'embargo des diamants du Liberia, sachant qu'une bonne partie provenait illégalement de la Sierra Leone.

(suite page 2)



(suite de la page 1)

De l'autre côté du continent, en Afrique Centrale, les armées d'au moins six pays participent à un conflit en République démocratique du Congo qui constitue une catastrophe humanitaire de grande envergure avec déjà plus de deux millions de pertes de vies humaines et qui de plus en plus affiche des caractéristiques d'exploitation ou de pillage économique. Trafic de diamants, de coltan, d'or, de bois, de café — les armées de plusieurs pays voisins du Congo développent des appétits économiques hors du commun. Dans une telle situation, où diamants congolais deviennent butin de guerre, quelle est la valeur d'un certificat diamantifère de l'Ouganda, du Rwanda ou du Zimbabwe, pour ne nommer que ces trois protagonistes? Entre temps, les forces vives congolaises ont de plus en plus de difficultés à faire avancer leur projet démocratique sous un régime en guerre et peu enclin à s'ouvrir.

Il faut blâmer, bien sûr, comme le font les rapports de l'ONU ces gouvernements de l'Afrique qui semblent préférer des aventures militaro-économiques à la création de véritables démocraties chez eux. Mais, ne nous trompons pas, les conflits en Afrique constituent une responsabilité partagée. Nombreux sont ceux du Nord — sociétés privées et gouvernements — qui ont laissé ouvert le chemin aux diamants de guerre africains. D'autres réseaux du Nord permettent la livraison d'armes avec impunité aux forces rebelles africaines. Nombreuses aussi sont les sociétés du Nord qui font des affaires en zones de conflit sans le moindre souci de l'impact politique et social de leurs investissements. Et peu sont les gouvernements du Nord ayant suffisamment de vision et de courage politique pour agir. Il est temps que l'opinion publique soit pleinement informée de ce qui passe. Il est surtout temps que l'impératif de sécurité des vies humaines prenne le dessus sur les intérêts économiques et politiques. ■

# La société ci incontourna

## Soudan

La guerre soudanaise poursuit son chemin tragique et, après dix-sept ans de conflit entre l'armée soudanaise et les forces rebelles du sud, la fin de la guerre semble aussi improbable que jamais. L'armée intensifie ses attaques dans le centre sud, n'hésitant pas à bombarder des cibles civiles en prétendant cibler des combattants. La confiance semble régner au niveau du gouvernement de Khartoum, dont les 'coffres' sont renfloués par les profits pétroliers et le lien entre l'exploitation pétrolière et la capacité du gouvernement soudanais à financer sa guerre semble bien évident. Le rapport d'une mission canadienne a démontré assez clairement ce lien (1), mais le gouvernement canadien a choisi de ne pas intervenir.

Dans le sud du Soudan, une initiative importante de consolidation de la paix a commencé à porter fruits. Il s'agit de *People to People Peace Process* appuyé par le New Sudan Council of Churches, par lequel la paix et la réconciliation s'établissent progressivement entre les ethnies du sud. Premièrement à Akobo en 1994 et récemment à Wunlit (1999) et Liliir (2000), de grands rassemblements ont eu lieu, réunissant les responsables — hommes, femmes, jeunesse — de différentes ethnies pour trouver des solutions à des querelles inter-ethnies. Ce processus de paix à la base constitue pour plusieurs une oasis d'espoir dans le désert diplomatique qui entoure la guerre soudanaise.

En juin 2000, Partenariat Afrique Canada a participé à l'organisation à Calgary et à Ottawa d'une série de colloques sur le processus de paix au Soudan et le rôle de la société civile. Ces rencontres, organisées au sein du regroupement d'ONG canadiennes *SIARG*, ont permis à des représentants de la société civile soudanaise d'échanger avec des représentants d'ONG, du gouvernement canadien, des médias et surtout de la communauté soudano-canadienne. Il y avait beaucoup de points de convergence parmi les participants, dont deux points sont à souligner: l'importance du rôle de la société civile dans le processus de paix et le tort que fait l'exploitation pétrolière aux espoirs de paix. Le rapport de ces colloques est disponible à PAC.

(1) John Harker, La Sécurité humaine au Soudan, rapport de la mission d'évaluation canadienne, janvier 2000.

# ville – son rôle ble sur l'échiquier

## Somalie

En mai 1999, PAC a entrepris conjointement avec l'organisation Som-Can, une étude des conditions dans le nord de la Somalie, *La Paix et le Développement dans le nord de la Somalie*. La Somalie est un pays qui a été ravagé par la guerre civile et que la communauté internationale a plus ou moins abandonné en 1995. Depuis, on évite d'en parler, surtout en Amérique du nord. Et pourtant, malgré des conditions des plus difficiles, il y a des choses remarquables qui se passent en Somalie.

Une paix a été instaurée dans les deux régions du nord — Somaliland et Puntland. La paix a permis aux deux régions de développer des gouvernements, même si les ressources leur manquent cruellement. Le secteur privé y est particulièrement dynamique, ce qui est surprenant vu l'absence d'un système bancaire. De nombreuses ONG somaliennes se sont formées et jouent un rôle très positif, malgré le peu de financements qu'on leur accorde. Mais le rôle le plus crucial semble être joué par la diaspora somalienne, dont le montant des envois de fonds de l'étranger aux parents dépassent de loin le niveau de l'aide internationale.

L'étude de PAC et Som-Can souligne l'importance d'appuyer les efforts des populations dans ces régions à reconstruire leur société — les écoles, les cliniques et les hôpitaux, les administrations publiques et l'économie. En plus, prétend l'étude, le renforcement de ces régions en paix aura un effet très positif sur les autres régions de la Somalie.

## Sierra Leone

La guerre rebelle en Sierra Leone continue, en dépit des Accords de paix de Lomé de juillet 1999. Les rebelles RUF refusent de rendre leurs armes, ainsi que les zones diamantifères qu'ils contrôlent. Ce qui est encore plus grave, des incidents se multiplient de l'autre côté de la frontière en Guinée, où des centaines de milliers de réfugiés sont à risque. L'influence du Liberia sur ces événements ne semble pas faire de doute.

La mobilisation de la société civile en Sierra Leone autour du processus de paix a été un facteur déterminant avant et après les Accords de paix. Des représentants des Eglises, des ONG et des Syndicats ont tous encouragé le gouvernement à négocier les accords avec le RUF. Mais moins d'un an après, suite à l'enlèvement humiliant de centaines de soldats de l'ONU par les rebelles, des manifestations de la société civile contre la mauvaise foi du RUF ont précipité la capture du chef des rebelles, Foday Sakoh.

En janvier 2000, lors du lancement de l'étude de PAC sur le commerce des diamants, un groupe d'organisations et d'individus sierra-léonais s'est formé pour étudier le secteur minier. Ils ont développé un programme de travail qui s'appelle "Campaign for Just Mining", qui cherche à travers la recherche et l'information du public à influencer positivement le secteur minier. L'organisation *Network Movement for Justice and Development* coordonne ce programme.

En juin 2000, plusieurs représentants d'ONG et de syndicats de la Sierra Leone ont participé à une Conférence à Ottawa que PAC a organisée. Un an après les Accords de paix, la conférence a fourni l'occasion à ces représentants de dialoguer pendant trois jours avec un auditoire important des dures réalités de la Sierra Leone. Le rapport de cette conférence est disponible à PAC.

## Renforcement des ONG

Le bureau africain de PAC a commencé un programme d'initiatives pour renforcer les membres africains de PAC et d'autres ONG africaines. Une première action, faite en collaboration avec le RADEV, a été l'envoi à une centaine d'ONG d'un CD-ROM *Bibliothèque du développement humain*, comprenant quelques 1,230 publications récentes sur le développement durable. ■

# Nouvelles publications en 1999–2000

## Le Cœur du problème: la Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine

par Ian Smillie, Lansana Gberie et Ralph Hazleton

Cette étude traite de la façon dont les diamants — de petits morceaux de carbone sans valeur intrinsèque — ont causé mort, destruction et misère généralisée pendant près d'une décennie dans le petit pays de l'Afrique de l'Ouest qu'est la Sierra Leone. L'étude suit les traces des diamants de la Sierra Leone volés et exportés en contrebande par les rebelles du RUF vers les grands centres européens, en passant par le Libéria. On y trouve une analyse de l'industrie du diamant — l'exploitation du diamant en Sierra Leone et le monde des petites sociétés minières (dont beaucoup sont inscrites aux bourses canadiennes), le marché du diamant d'Anvers en Belgique et le géant De Beers, qui contrôle une bonne partie du marché mondial des diamants bruts. Il y a une série de recommandations par rapport au commerce international du diamant, visant à la fois les pays producteurs et importateurs.

Version intégrale en anglais, 90 pages

Résumé en français ou en anglais, 16 pages

## La paix et le développement dans le nord de la Somalie — Possibilités et défis

par Idil Salah et Bernard Taylor

Il s'agit d'une étude des conditions dans les deux régions du nord de la Somalie — le Somaliland et le Puntland — où la paix a été instaurée et maintenue par les chefs traditionnels et les dirigeants de la société civile. L'étude a été réalisée conjointement en mai 1999 par le Som-Can Institute for Research and Development et Partenariat Afrique Canada. La Somalie a été déchirée par une guerre civile et des conflits inter-clans persistent dans le centre-sud du pays. La communauté internationale avait fui la Somalie en 1995 et le pays reste en quelque sorte coupé du monde. Il y a peu d'aide au développement pour ce pays, qui est en bas de l'échelle mondiale de la pauvreté. Et pourtant, les Somaliens font d'énormes efforts pour remonter la pente et le secteur privé est particulièrement dynamique. L'étude préconise la levée de la



quarantaine qui frappe la Somalie, de sorte que l'on puisse renforcer les programmes de consolidation de la paix et de développement en cours.

Version intégrale en anglais, 47 pages

Résumé en anglais, en somali et en français, 16 pages

## Initiatives dans les Grands Lacs — parole locale, actions durables

par Eugénie Rockhaya Aw

Il s'agit d'une étude des initiatives locales des organisations de la société civile au Rwanda, au Burundi et au Congo. L'étude est le fruit d'une visite dans la région en novembre 1997; on cherche à y montrer l'engagement des collectivités locales dans la reconstruction et la résolution des conflits. L'auteur, Eugénie Aw, a rendu visite à une cinquantaine d'organisations des trois pays, dont un grand nombre de groupes de femmes, étant donné le rôle important qu'elles jouent aujourd'hui dans la région. L'étude leur donne la parole et permet au lecteur de se faire une bonne idée des nouvelles réalités dans cette région perturbée. L'étude offre des orientations par rapport à l'appui aux femmes et à leurs organisations.

Version intégrale en français, 35 pages

Résumé en anglais, 6 pages

# Rapport Financier 1999-2000

au 31 mars 2000

## Revenus

Agence canadienne de développement international (Direction générale du partenariat)	283 275 \$
Ministère des affaires étrangères du Canada	31 740
Organismes non-gouvernementaux	44 867
Autres	5 447
Total	365 329 \$

## Dépenses

Programme général	142 015 \$
Projets	185 938
Initiatives spéciales	37 376
	365 329 \$

La version intégrale du Rapport des Vérificateurs *McIntyre & McLarty* est disponible auprès de Partenariat Afrique Canada.

# Conseil d'Administration 1999-2000

## Membres canadiens

Akouété Akakpo-Vidah, *Président*  
Hon Flora MacDonald, *Secrétaire-trésorière*  
Bernard Foucher  
Charles Mugiraneza  
Timothy M Shaw  
Malcolm Finney (jusqu'en août 1999)

## Membres africains

Adama Diaou, Mali, *Vice-Présidente*  
Frank Okuthe-Oyugi, Kenya  
Alexander Phiri, Zimbabwe  
Gaoussou Traoré, Ethiopie

# Bureau de PAC et personnel 1999-2000

## Partenariat Afrique Canada

B.P. 60233  
Addis Abeba  
Ethiopie  
Tél: 251-1-654962  
Télé: 251-1-652280

Courriel: [pac@telecom.net.et](mailto:pac@telecom.net.et)

Engudai Bekele, *Coordonnatrice*

## Partenariat Afrique Canada

323, rue Chapel  
Ottawa, Ontario, K1N 7Z2  
Canada

Tél: 1-613-2376768  
Télé: 1-613-2376530

Courriel: [pac@web.ca](mailto:pac@web.ca)

Bernard Taylor, *Directeur général*  
Francisca Alencar Sousa, *Comptable*

Site web de PAC: [www.partenariatafriquecanada.org](http://www.partenariatafriquecanada.org)

# Remerciements

PAC remercie les organisations qui ont appuyé son programme et avec lesquelles il a eu l'occasion de collaborer au cours de l'année. Voici une liste des principales organisations:

- Membres africains et canadiens de Partenariat Afrique Canada
- Agence canadienne pour le développement international
- Ministère des affaires étrangères et du commerce international (Canada)
- RADEV (Addis Abeba)
- Centre pour la société civile de la Commission économique pour l'Afrique (Addis Abeba)
- Network Movement for Justice and Development (Freetown)
- Council of Churches in Sierra Leone
- International Peace Information Service (Anvers)
- Comité coordonnateur canadien pour la consolidation de la paix (CCCCP)
- Som-Can Institute for Research and Development (Ottawa)
- Sudan Inter-Agency Reference Group (Canada)
- Oxfam-Grande Bretagne
- Droits et Démocratie (Montréal)
- Centre de recherche pour le développement international (Ottawa)
- Commonwealth Human Rights Initiative (Londres)

En plus, PAC remercie les personnes suivantes qui ont appuyé d'une façon particulière les bureaux de PAC :

- Addis Abeba: Gaoussou Traoré et Gérard Hounkponou (RADEV)
- Ottawa: David Lord, Azaletch Asfaw, John Van Mossel, Heni Pellerin et Mark Foss



Ce rapport est publié grâce à l'appui des membres de PAC et de l'Agence canadienne de développement international